

Lojkine, Jean (1977) *Le marxisme, l'État et la question urbaine.*
Paris, P.U.F., 362 p.

Lyse Pelletier

Volume 22, numéro 56, 1978

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021403ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021403ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Pelletier, L. (1978). Compte rendu de [Lojkine, Jean (1977) *Le marxisme, l'État et la question urbaine.* Paris, P.U.F., 362 p.] *Cahiers de géographie du Québec*, 22(56), 309–310. <https://doi.org/10.7202/021403ar>

Le remplacement de l'ancien dispositif hégémonique par un autre découlant de la logique monopoliste implique une politique régionale de la part de l'État central; laquelle politique cherche en dernière instance à «adapter le territoire à la stratégie spatiale des monopoles» (p. 199). Cependant l'hétérogénéité des pratiques matérialisant cette stratégie oblige - selon l'auteur - à poser l'analyse à différents niveaux, ce qui conduit à «interroger la division du travail entre secteurs de l'appareil d'État en matière de politique régionale» (p. 200). Au préalable, la notion de politique régionale a été définie comme «toute réponse ou tentative de réponse que la classe dominante apporte au problème de son articulation avec les classes dominées en tant que celle-ci se définit comme rapport de l'État à la société locale» (p. 200).

La politique régionale étant comprise comme l'ensemble des mesures qui tendent à adapter les structures de la société locale aux exigences du monopolisme, l'auteur nous propose une analyse à deux niveaux, selon qu'on parle des structures économiques (infrastructure) ou des structures sociales. Sous l'angle des pratiques à l'égard de l'infrastructure on regroupe «l'encadrement des interventions du pouvoir visant à aménager l'espace pour l'appréter à la dimension spatiale du développement monopoliste». Sous l'angle des pratiques à l'égard des structures sociales, on entend la politique régionale comme cherchant «l'adaptation des structures sociales de la société locale aux impératifs du développement monopoliste», en tant qu'elles appartiennent à un stade dépassé de l'évolution du capitalisme, et qu'elles «constituent un frein aux intérêts de la classe monopoliste» (p. 201).

Une remarque intéressante est celle qui situe le travail des géographes et de la géographie - tout en reconnaissant qu'il y existe un courant de renouveau qui est en marche - comme ayant joué un rôle important dans le traitement non-politique des enjeux régionaux. La géographie libérale, ayant développé un discours qui est qualifié par Dulong (p. 221) comme pseudo-scientifique, s'est bien accordée avec la politique du pouvoir.

Bref, ce livre s'avère un outil de travail indispensable pour tous ceux qui s'intéressent aux problèmes relatifs à la région. Bien entendu, il s'agit d'un texte polémique mais cela n'aurait pas pu être fait autrement car l'objet d'étude - l'État - demeure un des centres de gravité de la polémique actuelle en sciences sociales.

Juan-Luis KLEIN
Département de Géographie
Université Laval, Québec

LOJKINE, Jean (1977) Le marxisme, l'État et la question urbaine. Paris, P.U.F., 362 p.

Suite à des études théoriques de l'urbanisation capitaliste, Jean Lojkine continue ses analyses par cet ouvrage plus spécifique concernant les rapports entre la politique étatique et la question urbaine.

Tout d'abord, l'auteur explique clairement dans l'introduction les raisons qui l'ont porté à employer, à adopter la méthode et l'approche matérialiste pour analyser la spécificité des politiques étatiques au niveau de l'urbain dans le mode de production capitaliste. Ensuite, les dernières pages de son introduction sont consacrées à un résumé du contenu de chaque chapitre. L'analyse des politiques urbaines se divise en trois parties principales. La première partie du volume comprend les trois premiers chapitres qui traitent respectivement de la prise de décision à la production sociale de la politique étatique, de la politique étatique à la politique urbaine et de la politique et planification urbaine. Dans chacun de ces trois chapitres, l'auteur fait une critique de certains concepts fondamentaux appliqués et interprétés par différents auteurs dans leurs analyses sur la question urbaine. Ces trois chapitres très théoriques et centrés surtout sur les invariants structurels des politiques urbaines font place, dans une deuxième partie, à une analyse plus empirique du problème urbain. Par des exemples concrets (les villes de Paris, Lyon, Dunkerque...) de politiques urbaines, Lojkine relie l'analyse théorique de la première partie à la situation sociale actuelle de chaque ville étudiée. La lecture de cette deuxième partie peut devenir fastidieuse eu égard aux nombreux exemples sur les organismes étatiques français mais ceci n'empêche aucunement d'établir certaines correspondances aux politiques urbaines québécoises. Les titres des chapitres de cette partie nous indiquent bien leur contenu; politique urbaine et ségrégation sociale, politique urbaine et luttes de classes. Le dernier chapitre sur la politique urbaine et les mouvements sociaux urbains me semble faire à lui seul une troisième partie. En effet, Lojkine termine ce volume sur une note plutôt léniniste dans le sens qu'il voit dans ces mouvements populaires urbains une prise en main par le peuple des décisions concernant la politique urbaine pour en venir, par la suite, à une véritable prise du pouvoir politique de l'État capitaliste.

Tout le contenu du volume se base sur une hypothèse principale, fondamentale:

«(Il y a) une corrélation, ou absence de corrélation, entre la polarisation sociale et la politique étatique. En d'autres mots, en quelle mesure, peut-on dire que la politique urbaine agit sur ce double processus de monopolisation par lequel nous avons caractérisé la structure sociale du CME». (page 235).

Jean Lojkine, dans son analyse des cas concrets, nous fait très bien voir que ces politiques urbaines sont toujours réglées, subordonnées en dernière instance au processus économique du mode de production dominant. D'où les rapports de production nouveaux (monopolisation-prolétarianisation) qui découlent du stade capitaliste actuel (CME) font que l'État s'allie avec la nouvelle fraction dominante de la bourgeoisie (fraction monopoliste) pour assurer son hégémonie sur les autres fractions et classes de la formation sociale. Il s'ensuit que ces politiques urbaines n'ont plus aucun contrôle réel sur l'économie car non seulement elles se bornent à régulariser les contradictions sociales flagrantes, et concentrées dans l'espace urbain, mais elles viennent plutôt amplifier, exacerber ces mêmes contradictions sociales. D'autant plus que ces politiques urbaines s'appuient maintenant sur une contradiction de plus en plus apparente soit celle entre la reproduction du capital et la reproduction de la force de travail (moyens de consommation collective). Lojkine fait d'ailleurs une analyse très approfondie dans ce volume de la problématique actuelle des effets sociaux, spatiaux et économiques entraînés par les politiques urbaines concernant les moyens de consommation collective.

J'ai pensé que pour terminer ce compte rendu il serait important d'indiquer une difficulté au niveau de la compréhension de certains concepts nouveaux du marxisme, tel que la théorie de la suraccumulation-dévalorisation du capital, traitée au chapitre premier. Heureusement l'auteur a semblé s'apercevoir de cette contrainte pour le lecteur, car il place dans ses notes au bas des pages toutes les références appropriées à une meilleure compréhension de ces concepts nouveaux. Donc, cette analyse de l'État et la question urbaine s'avère à mon sens fondamentale pour qui veut approfondir l'analyse des problèmes urbains et de leurs relations aux trois instances économique, politique et idéologique du mode de production capitaliste à son stade actuel du capitalisme monopoliste d'État.

Lyse PELLETIER
Département de Géographie
Université Laval, Québec

GEORGE, Susan (1978) **Comment meurt l'autre moitié du monde**. Paris, Robert Laffont, Coll. Réponses-Ecologie, 399 p. Appendice, bibl.

L'auteur écrit dans le dernier chapitre de son livre que «sans un certain degré de passion, on ne peut rien écrire qui mérite d'être lu». Cette phrase explique à la fois le titre quelque peu racoleur de cet ouvrage sur la faim dans les pays sous-développés et son style nerveux, souvent mordant.

Dans la première partie de son volume, Susan George se livre à une géographie de la faim et de la surabondance dans le monde, mettant en opposition un monde industrialisé où règne le gaspillage et les pays sous-développés où sévit, chez les ruraux surtout, une malnutrition chronique. Puis dans la seconde partie, elle dénonce ce qu'elle nomme le «mythe de la population» - de la surpopulation devrait-elle dire plutôt - puis, le rôle politique de la bourgeoisie et des technocrates autochtones plus pressés de prendre la relève des anciens coloniaux que de promouvoir un réel développement de leurs pays. Elle réfute également les solutions technologiques proposées par les experts occidentaux pour améliorer la production alimentaire; la trop fameuse révolution verte étant l'une de ses cibles préférées.

Enfin dans la troisième partie, l'auteur examine de façon très critique le rôle des multinationales (de ce qu'il est convenu d'appeler maintenant le complexe agro-alimentaire) et des organismes internationaux, tels la FAO et la Banque mondiale. Dans la quatrième et dernière partie de son ouvrage, Susan George, après avoir situé les limites des actions que peuvent entreprendre les multinationales et les pays sous-développés pour solutionner le problème de la faim, nous invite à contester dans nos propres pays, les politiques du complexe agro-alimentaire.

En fait, pendant les trois premières parties de son ouvrage, l'auteur nous présente une analyse des méthodes de pénétration du capitalisme dans les pays sous-développés. Pénétration qui s'articule sur:

- la soumission idéologique des bourgeoisies locales et de leurs technocrates élevés dans les universités occidentales;